

certaines esprits simplistes le prétendent. Nous avons les institutions en place. C'est une question de rajustement des valeurs, une question de comptabilité, par laquelle le mécanisme financier pourra refléter la richesse réelle, en tenant compte de la dignité de la personne humaine et de la valeur des choses qui peuvent être produites en quantités suffisantes pour nourrir, loger et vêtir la population.

Il est vraiment surprenant de constater que la multitude de chercheurs, particulièrement dans le domaine économique, n'aient pas réussi à mettre au point un mécanisme de distribution de l'abondante production qui n'a qu'à être commandée pour satisfaire aux besoins de ceux qui attendent. Ce ne sont certainement pas les moyens de transport qui font défaut; on en est même rendu à entreprendre des voyages à la lune, consacrant des millions de dollars à satisfaire l'ambition de «reliquer» ce qui se passe sur une autre planète, pendant que des milliers d'êtres humains souffrent de la faim, manquent de logements, de vêtements et de soins.

Il est grand temps que nos politiciens, qui tiennent présentement les leviers de commande, trouvent une solution autre que les plans soumis jusqu'ici et qui n'ont servi qu'à favoriser davantage les gros aux détriments des petits.

Nous ne prétendons pas que le Crédit social que nous préconisons sera une panacée, mais il est logique de prévoir qu'il éliminera bien des causes de soucis.

[Traduction]

M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, comme le savent la plupart d'entre vous, je représente la circonscription de Pembina, en Alberta, fief du Crédit social. Il est fort surprenant d'entendre ces plaidoyers éloquentes en faveur de l'argent libre de dette après tant d'années de gouvernement créditiste dans cette province et alors qu'on n'a fait que peu ou rien du tout en vue d'aider les contribuables de cette région et regorgeant de pétrole. On ne saurait rejeter toute la faute sur le gouvernement fédéral, car, après tout, les contribuables sont la seule source de revenu de tout gouvernement fédéral, et il faut bien que ces contribuables habitent dans l'une ou l'autre province.

Depuis longtemps, les gouvernements fédéraux tentent d'établir, dans une certaine mesure, un équilibre entre les provinces démunies et les nanties. Tout le monde sait que l'Alberta figure au nombre des provinces riches. On pourrait penser que, s'il était un endroit où la politique de l'argent libre d'intérêt que préconise le Crédit social pouvait être

expérimentée avec quelque chance de succès, c'était bien en Alberta. Or que voyons-nous?

Depuis au moins 25 ans, les gens de l'Alberta vivent dans l'espoir de recevoir un dividende mensuel de \$25. A certains moments de cette période, la situation financière de l'Alberta aurait permis au moins une telle largesse. En réalité, une année, ceux qui avaient vécu en Alberta pendant 20 ans ont reçu \$20 du gouvernement provincial. Ils attendaient depuis 25 ans un paiement de \$25 par mois mais il n'ont eu que \$20.

Avec le socialisme en plein règne et en pleine expansion, le gouvernement fédéral manque d'argent. Même s'il voulait nous consentir un dividende sur-le-champ, il serait le premier à admettre qu'il n'a pas le sou, qu'il est en faillite, et qu'il a conduit le pays entier à la ruine. Le moment est mal choisi pour tendre la main et demander un dividende.

Mais, monsieur l'Orateur, il est temps de demander aux Canadiens de retourner au travail, et c'est ce que nous devons faire si nous voulons concurrencer l'Europe de l'Ouest qui s'est rétablie après 25 ans de dons et de prêts sans intérêt de la part des États-Unis. Souvenez-vous du plan Marshall. Les États-Unis ont remis l'Europe sur pied, avec les résultats désastreux qu'on connaît: ils sont maintenant seuls, sans amis. Voilà un bel exemple du Crédit social. Vous êtes abandonné, sans amis. C'est la situation actuelle des contribuables albertains: abandonnés, sans amis.

Le Crédit social est censé être le parti de la libre entreprise; il est censé appuyer le petit contribuable, l'exécutant. Mais en quoi ont bénéficié les exécutants en Alberta? Voici mon cas personnel. Dans une petite ville de 3,500 âmes où il n'y a pas d'université, mes taxes annuelles sur une maison de trois chambres à coucher sont de \$700; comme le gouvernement provincial me remet \$50, mes taxes nettes s'établissent donc à \$650.

Si les membres du Crédit social sont sincères, pourquoi ne mettent-ils pas les revenus tirés du pétrole à la disposition des municipalités? Étant donné leurs immenses richesses, ces revenus qui s'élèvent à des centaines de millions de dollars par année, pourquoi n'offrent-ils pas une partie de cet argent à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire aux municipalités en faillite? Monsieur l'Orateur, si vous examinez les faits, vous constaterez que les municipalités dans la riche province d'Alberta sont les moins fortunées au Canada. Je ne peux en venir qu'à une conclusion: les Créditistes ne prêchent pas d'exemple. L'Alberta est riche, elle n'est pas obligée de s'adresser à New York pour obtenir des fonds. Il